Loi N° 77-44 du 2 juillet 1977, autorisant l'Etat à souscrire au capital de la Société des Ciments Artificiels Tunisiens « C. A. T. » (1).

Au nom du Peuple,

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne,

L'Assemblée Nationale ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Unique. — Le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan, agissant pour le compte de l'Etat, est autorisé à souscrire en numéraire au capital de la Société des Ciments Artificiels Tunisiens, à concurrence d'Un Million de Dinars (1.000.000 D).

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 2 juillet 1977

Le Président de la République Tunisienne

Habib BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :
Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 21 juin 1977.

Loi N° 77-45 du 2 juillet 1977, modifiant la loi n° 69-11 du 24 janvier 1969, portant encouragement de l'Etat à la pêche (1).

Au nom du Peuple,

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne,

L'Assemblée Nationale ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Unique. — Les articles 4 et 5 de la loi n° 69-11 du 24 janvier 1969 portant encouragement de l'Etat à la pêche sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 4 (nouveau). — Des subventions et prêts peuvent être accordés par l'Etat aux :

- propriétaires d'armement de pêche,
- armateurs à la pêche,
- pêcheurs,
- toutes personnes physiques et morales de Nationalité Tunisienne à condition d'association avec des patrons pêcheurs.
- coopératives de pêche de production ou de service.

Article 5 (nouveau). — Les subventions et prêts prévus par l'article 4 de la présente loi doivent être destinés notamment à :

- a) l'acquisition ou la remise en état d'armements et d'engins de pêche,
- b) la modernisation des armements et des engins de pêche en vue de l'augmentation des rendements

(1) Travaux préparatoires :
Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 21 juin 1977.

et de l'amélioration du traitement et du conditionnement des produits de la pêche.

c) l'aménagement ou la modernisation d'installations d'aquaculture.

d) l'acquittement du montant de la première annuité de l'assurance de l'armement à compter de la date de son acquisition et de sa livraison.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 2 juillet 1977

Le Président de la République Tunisienne

Habib BOURGUIBA

Loi N° 77-46 du 2 juillet 1977, modifiant le code de commerce (1).

Au nom du Peuple,

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne,

L'Assemblée Nationale ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Premier. — L'article 402 du Code de Commerce promulgué par la loi n° 59-129 du 5 octobre 1959 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 402. (nouveau). — Nul acte de la part du porteur du chèque ne peut suppléer l'acte de protêt, hors les cas prévus par les articles 379 et suivants touchant la perte ou le vol du chèque et par l'article 410 dans ses dispositions relatives à l'émission de chèque sans provision.

Art. 2. — Les alinéas 4 et suivants de l'article 410 du Code de Commerce tel qu'il a été complété par la loi n° 70-31 du 3 juillet 1970 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 410. - alinéa 4 et suivants (nouveaux). — Tout banquier présentateur d'un chèque endossé à son ordre pour encaissement par son client, qui se voit refuser par le banquier tiré le paiement de ce chèque en tout ou en partie pour absence ou insuffisance de provision doit établir une attestation de non-paiement qu'il adressera dans un délai de trois jours au Parquet du Tribunal de première instance dans le ressort duquel est située la Banque tirée.

Dans le même délai, un exemplaire de cette attestation est notifié au tireur par lettre recommandée avec accusé de réception et un autre à la Banque Centrale de Tunisie. Celle-ci assure ainsi la centralisation des déclarations d'incidents de paiement et est habilitée à diffuser ces renseignements auprès des établissements bancaires, ainsi qu'à vérifier l'application des dispositions du présent article et à en constater la violation.

Cette attestation contient la transcription littérale du chèque et des endossements qui y figurent avec l'indication des motifs qui ont mis obstacle au paiement.

(1) Travaux préparatoires :
Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 21 juin 1977.